

**PLENIERE DU 19 OCTOBRE 2009**

**DEBAT DE POLITIQUE GENERALE**

***Intervention de Véronique Bérégovoy,  
pour le groupe des élus Verts***

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Dans deux mois jour pour jour, nous connaissons les conclusions de la Conférence sur le changement climatique des Nations Unies de Copenhague.

On croit souvent être dans du débat d'experts. Pourtant, le 6 octobre dernier, lors de la présentation par la CGT de leur projet industriel, les ouvriers de l'usine Renault de Sandouville étaient les premiers à évoquer la fin de l'ère pétrolière et l'urgence d'une reconversion industrielle. Il s'agit bien ici de penser l'avenir.

La démarche individuelle est utile, indispensable, mais insuffisante si elle n'est pas accompagnée par une démarche collective.

Dans ce contexte, notre institution régionale a un rôle primordial puisqu'elle possède une compétence fondatrice pour tout projet territorial : l'aménagement du territoire. Elle est donc à même d'agir, d'impulser, d'accompagner une dynamique de reconversion écologique. Elle doit donc en user à bon escient. Prenons trois exemples : l'énergie, les transports, l'environnement.

**L'énergie d'abord.**

Lorsque notre groupe a réagi fortement à la constitution d'une filière énergie détournée de son objet initial, ce n'est pas par opportunité mais bien par responsabilité.

Rappelons que l'association « Energies Haute-Normandie » créée par EDF, Total, Exxon, GDF-Suez et Poweo, se présente comme une réponse aux souhaits conjugués du CESR et de la Région de voir émerger une filière énergie organisée en Haute-Normandie. Rappelons également que cette filière se voulait axée sur « l'efficacité énergétique ». Si tel est l'objectif, comment se fait-il qu'il ne soit jamais mentionné dans les statuts de l'association ? Serait-ce

un oubli ? On est donc en droit de s'interroger sur la crédibilité de cette filière. Aussi, observons les agissements de quelques-uns de ces co-fondateurs.

### **EDF**

Le porte-flambeau du développement de l'énergie nucléaire, technologie la plus dangereuse qui soit sur toute sa chaîne, de l'extraction de l'uranium jusqu'à la gestion des déchets, qu'on qu'en dise. Dernièrement, vous avez tous suivi les derniers « incidents » à Paluel :

- Le 25 septembre début d'un incendie sur un alternateur, conséquence le réacteur 3 devra être arrêté plusieurs semaines et non pas quelques jours comme l'avait indiqué la direction,
- Le 3 octobre, 4 salariés du nucléaire ont été contaminés, « *très légèrement* » précise la direction, une fois de plus on minimise. Mais une contamination reste une contamination.

Mais soyons rassurés, nous devons avoir confiance comme nous le seraient des responsables d'Areva et d'EDF dans l'émission diffusée sur Arte mardi dernier, les mêmes qui en 1986 nous affirmaient que le nuage de Tchernobyl s'était arrêté à nos frontières. Confiance dans le nucléaire, nucléaire dont on ne sait que faire des déchets, même retraités, si ce n'est les stocker à ciel ouvert en Sibérie (à proximité d'habitations) en attendant un éventuel enrichissement pour pouvoir les « remettre dans le circuit ». C'est EDF donc qui préside la nouvelle filière énergie auto-constituée en région. Mais nous devons avoir confiance !

### **TOTAL**

L'action menée par l'association Greenpeace à Gonfreville a été l'occasion de mettre en lumière un des nouveaux investissements de cette entreprise : l'exploitation des sables bitumineux, dans la province de l'Alberta au Canada mais aussi à Madagascar. Le pétrole extrait de ces sables génère cinq fois plus de gaz à effet de serre que celui issu des gisements classiques. Mais nous devons avoir confiance !

Tout cela promet pour cette association « Energies Haute-Normandie ». Est-ce elle qui va décider de choix stratégiques haut-normands en fonction de l'intérêt général ? Nous pensons que cela doit être du ressort de la Région. D'ailleurs, nous avons même inscrit dans le CPER, la constitution d'un Observatoire de l'énergie pour mieux décider de la stratégie énergétique à adopter, pour nous aussi atteindre les objectifs du Paquet Climat-Energie et du Grenelle de l'environnement...

**Les transports, ensuite.**

Malgré les efforts substantiels de la Région en faveur du développement des transports collectifs, de l'amélioration tant du réseau que des rames, certaines décisions, prises ailleurs, sans aucune concertation, s'abattent sur nous. Tant pis si elles n'ont aucun sens et si elles s'assoient sur les décisions prises dans cet hémicycle régional et sur la réglementation.

Je pense bien évidemment au projet d'Antoine Grumbach pour le Grand Paris et aux déclarations du Président de la République.

Je ne reviendrai pas tant sur le projet lui-même, mis entre parenthèse désormais. Ce que je souhaite pointer ici, c'est une situation qui nous conduit à nous positionner par rapport à des projets et des personnes déconnectés du territoire. A l'idée d'un axe Le Havre-Rouen-Paris surinvesti, ayant pour référence historique le 19<sup>ème</sup> siècle et pour fondement la mégalomanie de certains, nous opposons un projet pour tout le territoire, ceux inscrits dans le SRADT et le CPER (nouvelle gare rive gauche de l'agglomération rouennaise, amélioration de la desserte du Mantois, réouverture de la ligne Rouen-Evreux...). Un projet d'aménagement du territoire tout simplement.

**L'environnement enfin.**

Qui dit aménagement du territoire, suppose équilibre entre activités économiques et préservation de l'environnement pour une bonne qualité de vie de tous les habitants.

Certains semblent l'oublier bien vite.

Ainsi, pour faciliter l'implantation d'un terminal méthanier à Antifer, hop, on gomme la zone Natura 2000 en mer prévue au large de St Jouin Bruneval et approuvée par l'ensemble des collectivités.

Idem pour le Grand Port Maritime du Havre. Pour permettre de créer de nouveaux « *repositoires à conteneurs* », hop, on raye de la carte 500 ha de zones protégées ; mais qu'on se rassure, on créera des contre-canaux, chargés de venir irriguer la réserve. Qu'importe ! De toute manière, c'est écrit, la réserve sera mieux après le prolongement du grand canal qu'avant. Tout le monde le sait, plus on bétonne, plus on préserve la biodiversité !

Et dernière charge en date, les attaques répétées contre le classement des Boucles de Seine. Dois-je rappeler que ce classement est le fruit du compromis trouvé lors de la concertation sur le projet d'amélioration des accès nautiques du Port de Rouen. Il n'empêche pas le développement économique de la zone, du moins, pas un développement cohérent, utile et axé sur la réponse aux besoins des haut-normands. Toutefois, il préserve de l'implantation d'activités polluantes, sans valeur ajoutée pour notre territoire.

Cela évitera sans doute bien des errances comme ce fameux terminal pétrolier à Antifer qu'un ancien directeur du Grand Port Autonome du Havre avait qualifié d'erreur stratégique. On pourrait espérer que les erreurs du passé permettent d'en éviter de futures. C'est ça aussi aménager le territoire.

Mais, **aménager le territoire suppose aussi d'en avoir les pleines compétences et les moyens.** La réforme des collectivités territoriales s'annonce mal, la remise en cause des sources de financement, dont les modes de compensation restent flous. Cependant, notre Région bénéficie – grâce à sa bonne gestion – d'une réelle capacité d'investissement, du fait de ces capacités d'emprunt. Plutôt que de donner 50 000€ à notre fameuse filière énergie, nous pourrions investir massivement dans les énergies renouvelables et créer ainsi des milliers d'emplois tout en répondant à l'urgence climatique à notre échelle et s'inscrire dans l'effort mondial.

En effet, faut-il le rappeler, sur les 350 millions de personnes déplacées à l'échelle mondiale, 26 millions le sont à cause de l'évolution du climat, 1 million à cause d'intempéries liées à son changement. Tuvalu, cet atoll du Pacifique, qui pourrait sembler paradisiaque sera rayé de la carte dans quelques années.

Le dérèglement climatique est là.

Nous n'avons pas le droit de rester indifférent à cela.

A titre individuel, je vous invite à signer en ligne l'appel « Ultimatum climatique ». En tant qu'élue régionale, je ne peux que vous rappeler que c'est la Région qui est le garant de l'intérêt général au service des haut-normands et que celui-ci n'est pas négociable auprès de certains lobbies économiques et industriels.